

16 Étranger

Etats-Unis/A l'occasion de son dernier discours sur l'état de l'Union Obama appelle l'Amérique à ne pas succomber à la peur

AFP

Washington/États-Unis

Le 44e président des États-Unis s'est montré particulièrement à l'aise lors de cet ultime rendez-vous devant les élus du Congrès.

BARACK Obama a exhorté mardi soir l'Amérique à ne pas céder à la peur, face aux turbulences économiques comme à la menace du groupe Etat islamique qu'il a appelé à ne pas surestimer.

Déterminé à marquer le contraste avec les républicains qui espèrent lui succéder à la Maison Blanche en 2017, le président démocrate, très à l'aise, enjoué, a invité les Américains à accompagner les "extraordinaires changements" en cours.

A l'attention de ses adversaires, M. Obama a mis en garde, à la tribune du Congrès, contre les déclarations excessives sur l'EI selon lesquelles le monde serait engagé dans "la Troisième guerre mondiale". "Elles font le jeu" des jihadistes, a-t-il averti.

"Des masses de combattants à l'arrière de pick-ups et des esprits torturés complotant dans des appartements ou des garages posent un énorme danger pour les civils et doivent être arrêtés. Mais ils ne représentent pas une menace existentielle pour notre Nation", a-t-il martelé lors de son ultime discours sur l'état de l'Union.

Sûr de son effet, il a ajouté : "Si vous doutez de l'enga-

gement de l'Amérique – ou du mien – pour que justice soit faite, demandez à Ousama Ben Laden !".

Ce rendez-vous traditionnel était pour le 44e président des États-Unis la dernière occasion de s'adresser aux Américains en prime time avant que Washington et le reste du pays ne basculent complètement dans une véritable frénésie électorale.

Candidats démocrates et républicains à la présidentielle s'apprentent à entrer – enfin – dans le vif du sujet avec le début des primaires, le 1er février dans l'Iowa.

Parler du déclin de l'économie américaine est "une fiction politique", a encore lancé M. Obama, dans une référence à peine voilée aux déclarations alarmistes du milliardaire Donald Trump.

"DECOUVERTES MÉDICALES" Evoquant les bouleversements profonds qui ont touché les États-Unis au cours de l'histoire – avec en particulier des vagues d'immigrations successives – il a appelé à garder le cap : "A chaque fois, certains nous disaient d'avoir peur de l'avenir. (...) A chaque fois, nous avons vaincu ces peurs".

Début décembre, la Maison Blanche a dénoncé des propos "cyniques" et "destructeurs" de Donald Trump après sa proposition visant, sur fond de craintes d'attentats jihadistes, à interdire temporairement l'entrée des États-Unis aux musulmans. Les bouleversements en cours sont chargés de pro-



Photo : AFP

Le président Barack Obama : "Je crois au changement parce que je crois en vous."

messes, telles que "des découvertes médicales fantastiques", a encore souligné M. Obama, avant d'annoncer un "nouvel effort national" contre le cancer. Et de citer le vice-président Joe Biden selon lequel "l'Amérique pourrait soigner le cancer comme elle a su conquérir la Lune".

Le président a aussi replacé au premier plan une ancienne promesse de campagne sur laquelle il a jusqu'ici échoué : fermer la prison de Guantanamo, ouverte après les attentats du 11 septembre 2001.

"Elle coûte cher, elle est inutile, et elle n'est qu'un tract de recrutement pour nos ennemis", a-t-il lancé, sous des applaudissements nourris.

"LEVEZ L'EMBARGO !" Mettant en avant le chemin parcouru depuis l'annonce il y a un an du rapprochement avec Cuba, il a nouvelle fois appelé le Congrès à lever l'embargo économique américain.

"Cinquante ans passés à isoler Cuba n'ont pas réussi à

promouvoir la démocratie et nous ont fait reculer en Amérique latine. Vous voulez renforcer notre leadership et notre crédibilité sur le continent ? Admettez que la Guerre froide est finie. Levez l'embargo !", a-t-il lancé.

Sur les trois sénateurs républicains candidats à la succession de M. Obama, seul Marco Rubio (Floride) était présent dans l'hémicycle. Ted Cruz (Texas) avait lui décidé de poursuivre sa campagne dans le New Hampshire, loin de la capitale fédérale dont il dénonce inlassablement les turpitudes.

A douze mois de son départ, le bilan de Barack Obama divise l'Amérique : selon un sondage CBS/NYT, 46% approuvent son action à la Maison Blanche, 47% la désapprouvent.

Dans les tribunes du public étaient présents plusieurs femmes musulmanes en hijab, invitées par des élus démocrates, ainsi qu'un réfugié syrien récemment arrivé aux États-Unis.

Jim Obergefell, l'un des plaignants du fameux procès ayant conduit à la légalisation du mariage entre personnes de même sexe, était assis derrière la Première dame. Dans la tribune en face d'eux, la greffière du Kentucky Kim Davis, qui avait refusé d'appliquer l'arrêt de la Cour suprême, a assisté stoïque au discours.

Dans la traditionnelle réponse au président, prononcée cette année par Nikki Haley, gouverneure de l'Etat conservateur de Caroline du Sud, les républicains, ont, sans le nommer, décoché de sévères piques à Donald Trump. Le succès de ce dernier dans les sondages affole l'appareil du Grand Old Party, car il est jugé trop extrémiste pour remporter la présidentielle.

"Dans cette période anxieuse, il peut être tentant de suivre les chants des sirènes des voix les plus en colère. Nous devons résister à cette tentation", a lancé Nikki Haley.

Sur Twitter, Donald Trump a ignoré la gouverneure et ironisé sur un discours présidentiel "ennuyeux, plat et léthargique".

"Sept années de progrès. Il faut bâtir dessus, ne pas revenir en arrière", a de son côté lancé Hillary Clinton, grandissime favorite pour être la candidate démocrate lors du scrutin du 8 novembre.

"Je crois au changement car je crois en vous", a conclu Barack Obama en écho aux slogans de la campagne qui l'avait porté au pouvoir, en 2008.

A travers le monde

• **France/Jihadistes. Dissolution d'associations suspectées de radicalisation**

Trois associations culturelles ayant animé une mosquée présentée comme salafiste dans la région parisienne, fermée début décembre, ont été dissoutes hier en Conseil des ministres, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

• **Iran/Diplomatie. Téhéran a libéré 10 marins américains dans le Golfe**

L'Iran a relâché hier dix marins américains arrêtés dans le Golfe, évitant une crise avec les États-Unis à quelques jours de l'entrée en vigueur attendue de l'accord historique sur le nucléaire.

• **Pakistan/Attentat. 15 morts dans un attentat suicide contre un centre anti-polio**

Un kamikaze a tué quinze personnes devant un centre anti-polio hier matin dans le sud-ouest du Pakistan, dans une attaque revendiquée par les talibans et qui a pris pour cible une campagne de vaccination qui venait de démarrer dans ce pays où la maladie reste endémique.

• **Pologne/Politique. Bruxelles lance une enquête préliminaire inédite sur la situation de l'Etat de droit**

Bruxelles a décidé hier de lancer une enquête préliminaire sur une partie des réformes controversées du nouveau gouvernement polonais, synonyme d'un remaniement profond du Tribunal constitutionnel, première étape d'une procédure inédite de sauvegarde de l'Etat de droit.

• **Proche-Orient/Conflit. Un Palestinien tué et trois blessés dans un raid israélien**

Un Palestinien a été tué et trois autres ont été blessés hier par un raid aérien israélien dans la bande de Gaza, a indiqué le porte-parole du ministère palestinien de la Santé.

• **Turquie/Attentat. 10 victimes allemandes**

Dix Allemands sont morts dans l'attentat d'Istanbul, a annoncé hier le ministère allemand des Affaires étrangères. Il n'a toutefois pas précisé si le précédent bilan total de dix morts – dont huit Allemands – était revu ou non à la hausse.

• **Venezuela/Crise. L'opposition fait un geste de compromis**

L'opposition vénézuélienne, désormais majoritaire au Parlement, a fait un geste de compromis hier en écartant trois parlementaires au centre d'un bras de fer avec le gouvernement chaviste, ce qui ouvre la voie à un déblocage de la crise qui paralyse le pays depuis plusieurs jours.

Turquie/Au lendemain de l'attentat d'Istanbul

Cinq suspects arrêtés

AFP

Istanbul/Turquie

L'attaque, selon les autorités turques, a été perpétrée par un homme de 28 ans en provenance de Syrie.

CINQ suspects étaient en garde à vue hier en lien avec l'attentat suicide attribué au groupe Etat islamique (EI) qui a visé la veille, pour la première fois en Turquie, des touristes étrangers et provoqué la mort de dix Allemands à Istanbul.

Cette nouvelle attaque a été perpétrée, selon les autorités turques, par un homme âgé de 28 ans entré quelques jours plus tôt sur le territoire turc en provenance de Syrie comme un "simple migrant".

Hier, le Premier ministre Ahmet Davutoglu a annoncé, à l'issue d'une réunion de sécurité, que la police avait procédé dans la journée à quatre nouvelles arrestations, portant à cinq le nombre des suspects ar-

rêtés depuis le début de l'enquête.

Son ministre de l'Intérieur Ekan Ala avait indiqué plus tôt qu'une personne avait été arrêtée dès mardi soir en lien avec l'attentat.

Aucun détail n'a été publié sur l'identité ou le rôle présumé de ces suspects.

M. Davutoglu a confirmé que le "kamikaze" avait réussi à entrer en Turquie comme l'un des quelque 2,5 millions de réfugiés qui déjà ont quitté leur pays en guerre pour traverser la frontière de leur voisin.

"Cet individu n'était pas sous surveillance et n'était donc pas recherché. Il est entré en Turquie comme un simple migrant", a indiqué le chef du gouvernement.

Selon les médias turcs, l'auteur de l'attaque d'Istanbul, identifié comme Nabil Faldi, né en 1988 en Arabie saoudite, est entré en Turquie le 5 janvier. C'est grâce à ses empreintes digitales enregistrées par les services d'immigration qu'il a pu être rapidement identifié, a précisé hier la presse turque.

Les justices française et belge ont établi que plu-



Photo : AFP

Le ministre allemand de l'Intérieur Thomas De Maizière se recueillant sur le lieu de l'attentat où 10 de ses compatriotes ont trouvé la mort.

sieurs des auteurs présumés des attentats de Paris le 13 novembre étaient entrés en Europe via la Grèce en tant que réfugiés, causant une vive polémique sur la faiblesse des contrôles aux frontières.

L'attentat d'Istanbul a visé un groupe de touristes allemands qui visitaient le district de Sultanahmet, tout près de la basilique Sainte-Sophie et la Mosquée bleue, deux des monuments les plus visités de la plus grande ville de Turquie.

Dix Allemands ont péri dans l'attaque, a annoncé hier Berlin (lire ci-contre).

"L'ALLEMAGNE PAS VISEE" Dix-sept personnes ont également été blessées, dont six étaient toujours hospitalisées mercredi, selon M. Davutoglu. M. Ala avait précisé à la mi-journée que deux d'entre elles, également des Allemands, étaient dans un état jugé sérieux.

En visite à Istanbul, le ministre allemand de l'Inté-

rieur Thomas de Maizière a indiqué qu'il n'existait pour l'heure "aucune indication" suggérant que l'Allemagne était spécifiquement visée par le kamikaze.

"Je ne vois aucune raison de renoncer à des voyages en Turquie", a-t-il ajouté.

Selon le quotidien Hürriyet hier, les services de renseignements turcs (MIT) avaient alerté à deux reprises les autorités turques sur le risque d'attentat à Istanbul.

M. Davutoglu a souligné une nouvelle fois hier la responsabilité du groupe Etat islamique dans l'attaque mais assurait que la Turquie chercherait à trouver "les véritables acteurs derrière cet attentat où Daech a été utilisé comme un pion".

Dans la foulée de l'attentat, la police turque a poursuivi ses coups de filet dans les milieux jihadistes, apparemment sans lien immédiat avec les événements d'Istanbul.

Selon l'agence de presse progouvernementale Anatolie, 74 personnes suspectées d'appartenir à des cellules de l'EI ont été arrêtées dans tout le pays mardi et hier.